

**Proposition de résumé pour les Troisièmes Rencontres des Études Africaines en France,
les 30 juin, 1^{er}, 2 et 3 juillet 2014.**

Auteur

David Vigneron

Résumé

La crise de 2012 et ses multiples manifestations ont révélé les faiblesses de l'État malien et les limites du processus formel de démocratisation entamé depuis 1992 tout comme les échecs de la gestion des relations de l'État central avec le nord du pays depuis l'indépendance. La corruption des élites, mais encore la « criminalisation de l'État », ont ainsi été dénoncées, tout comme les effets négatifs du « consensus » politique mis en place sous la présidence d'Amadou Toumani Touré¹, dont les partis et la classe politique sont sortis largement discrédités. Dans ce contexte, l'État malien avait disparu du Nord, et avec lui les services qu'il délivrait. De nombreux habitants du Nord, urbains comme ruraux, ont été obligés de fuir leur domicile. Ainsi, on dénombrait près de cinq cent mille réfugiés au sud du pays ou dans les pays limitrophes², dans des camps ou accueillis par leurs proches en ville³. De ce fait, l'organisation spatiale des élections de 2013 a été rendue complexe pour les autorités compétentes. Le processus électoral entamé pose alors la question du comportement de vote des populations réfugiées. En effet, quelles ont été les conséquences de ces événements sur l'expression citoyenne des populations déplacées. L'État a-t-il été discrédité et sanctionné par un vote contestataire ou par une abstention forte au niveau des camps de réfugiés ? Comment les partis politiques se sont-ils adaptés pour capter les voix d'un électorat dispersé ? Si ce projet se concentre dans un premier temps sur les élections de 2013, il a pour vocation à poursuivre une réflexion plus large sur les expressions de la citoyenneté et les caractéristiques de la participation au Mali.

¹ Entre 2002 et 2012.

² Le camp de réfugiés de M'Bera (Mauritanie) est devenu en quelques mois la quatrième ville du pays, par rapport à son nombre d'habitants, avec 80 000 personnes qui y vivaient. En comparaison, Nouadhibou ou Kiffa, les deuxième et troisième villes mauritaniennes, ont chacune une population de 100 000 habitants. Source : JK/CB (2012), « Mauritania : beyond big refugee camps », *Irinnews*, 3 July, accessible à l'URL : <http://www.irinnews.org/Report/95792/MAURITANIA-Beyond-big-refugee-camps>

³ Bamako ou d'autres grandes villes intérieures ou extérieures au Mali. .